

Jean-Pierre Sueur a reçu ce 2 décembre les représentants de l'UNSA, de la CGT et de la CFE-CGC des personnels du centre de recherche de la SEITA à Fleury-les-Aubrais.

Ceux-ci lui ont fait part de leur vive inquiétude à la suite de l'annonce soudaine d'un projet de fermeture de ce centre de recherche. Ils ont employé le mot « *sidération* » devant cette décision. En effet, sur les quatre-vingt-sept salariés travaillant sur ce site, quinze se verraient proposer un emploi sur un autre site, et soixante-douze emplois seraient supprimés.

Jean-Pierre Sueur est immédiatement intervenu auprès de Manuel Valls, Premier ministre, Christophe Sirugue, secrétaire d'État à l'Industrie et Nacer Meddah, préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret.

Il leur a exposé que ce centre de recherche emploie des salariés de haut niveau et de grande compétence. Ceux-ci effectuent des analyses et des contrôles pour trente-cinq usines du groupe Imperial Brand situées dans le monde entier et effectuent 70 000 analyses par an. Ces contrôles sont absolument nécessaires pour des raisons liées à la santé publique.

L'Organisation Mondiale de la Santé a préconisé le développement de ces contrôles afin de lutter contre les risques sanitaires. Il n'y a eu et il n'y a aucune diminution de la charge de travail qui pourrait justifier cette fermeture.

Par ailleurs, ces centres de recherche assurent des missions de haut niveau pour ce qui est de la Recherche et Développement, et de l'élaboration de produits innovants prenant le mieux possible en compte les objectifs sanitaires.

Enfin, ce centre de recherche bénéficie d'un soutien non négligeable de l'État sous la forme du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) et du Crédit Impôt Recherche (CIR). Il leur a indiqué qu'il apportait son total soutien aux salariés de ce centre de recherche qui est implanté dans l'agglomération d'Orléans, à Fleury-les-Aubrais, depuis plus de soixante ans et leur a demandé de prendre toutes les initiatives appropriées afin que celui-ci puisse être maintenu et que la totalité des emplois soient préservés.

>> [La République du Centre du 4 décembre](#)